

**FORCES NOUVELLES**

---

**ORIGINES**  
ET  
**MISSION**  
DU  
**M. R. P.**

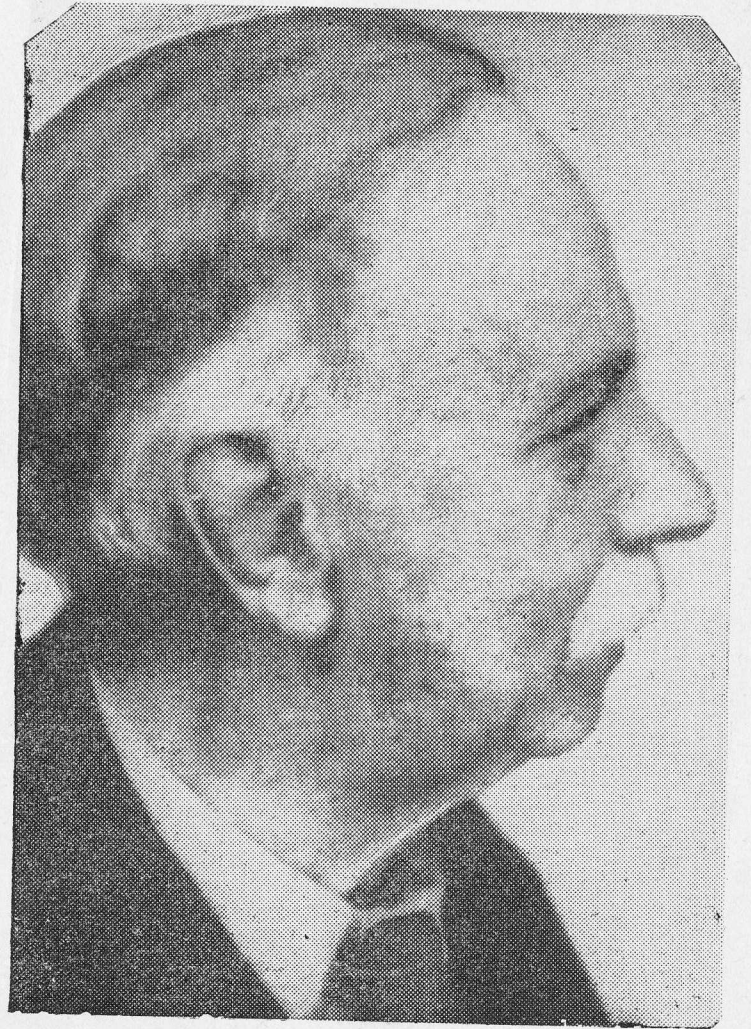
IMPRIMERIE  
DU PETIT SAVOYARD  
ROUJERS

Co.n. O. P. P. 20640  
Le Directeur :  
A. BLETZACKER

Directeur-Gérant :  
A. GORTAIS

**NUMÉRO SPÉCIAL**

Abonnement 1 an : 300 francs - C.C. P. 8358-96 Paris  
7, Rue de Poissy - **PARIS (V<sup>e</sup>)**



MARC SANGNIER

# PLAN DE L'OUVRAGE

*Nous sommes engagés dans un combat historique.*

<b>I. DU DEBUT DU XIX<sup>e</sup> SIECLE A LA GUERRE 1914-18 : Les pionniers</b> .....	9
1 <sup>o</sup> <i>De 1789 à 1848 :</i>	
— L'équipe du journal <i>l'Avenir</i> : LAMENNAIS, LA-CORDAIRE, MONTALEMBERT.....	9
2 <sup>o</sup> <i>De 1848 à la fin du siècle :</i>	
— La révolution de 1848 .....	11
— Ozanam et <i>l'Ere Nouvelle</i> .....	12
— <i>Rerum Novarum</i> et le Ralliement.....	13
— Le milieu politique sous la III <sup>e</sup> République.....	13
— Le Sillon, premier mouvement de masse d'inspiration chrétienne .....	16
<b>II. L'ENTRE-DEUX GUERRES : Les premières expériences parlementaires</b> .....	18
— <i>La Jeune République</i> .....	18
— <i>Le Parti Démocrate Populaire</i> .....	19
— <i>L'Aube et la Nef</i> .....	20
<b>III. LA GUERRE ET LA RESISTANCE : Naissance du Mouvement Républicain Populaire</b> .....	22
— <i>La Résistance a été le creuset de l'union</i> ...	24
— <i>Préparation du Mouvement dans la clandestinité</i>	25
— <i>Le premier manifeste du Mouvement</i> .....	27
— <i>Le Congrès constitutif du Mouvement</i> .....	28
— <i>Premiers résultats et enracinement du Mouvement</i> .....	29
<b>IV. LES GRANDES LEÇONS DU PASSE ET LA SIGNIFICATION DU M.R.P.</b> .....	33
<i>Le M.R.P. a bousculé les classifications politiques d'avant-guerre :</i>	
— Les deux blocs .....	33
— La lutte d'un siècle contre l'incompréhension ...	34
— Le rassemblement des démocrates attachés à la liberté et à la justice .....	35
<i>L'union fait la force :</i>	
— L'unité, organisation démocratique .....	38
— Un mouvement appuyé sur le peuple .....	39
— La fidélité se prouve par l'action .....	40
<i>Pour un civisme actif et éclairé :</i>	
— L'opinion doit être éclairée .....	42
— L'esprit civique développé .....	42
<i>Notre combat est un combat mondial</i> .....	44

## NOUS SOMMES ENGAGÉS DANS UN COMBAT HISTORIQUE

---

**L'**APPARITION du Mouvement Républicain Populaire en 1944 et le rôle capital qu'il a joué depuis lors dans l'opinion, au Parlement et au Gouvernement, ont profondément modifié la situation politique de la France telle qu'elle apparaissait depuis les origines de la III<sup>e</sup> République.

Cet événement décisif n'a pas surgi au hasard. Son explication se trouve :

— d'une part dans la naissance et le développement progressif d'un courant démocratique d'inspiration chrétienne à partir de 1830 ;

— d'autre part dans le conflit de civilisations qui a caractérisé la guerre de 1939-45 et dans la signification politique et humaine du combat de la Résistance qui a ouvert la voie à la IV<sup>e</sup> République.

Il importe que tous ceux qui militent dans la vie politique soient pleinement conscients et informés de cette évolution d'un siècle d'histoire politique de la France, du rôle qu'y ont joué d'abord les premiers pionniers de nos idées, ensuite les fondateurs du Mouvement proprement dit. La mission qui incombe à la génération actuelle en apparaît d'autant plus claire et décisive. Il faut savoir situer les événements immédiats dans le cadre du passé et des perspectives d'avenir, ne pas se laisser étourdir par certains succès spectaculaires ni

abattre par certains échecs locaux ou passagers. Il faut nous rendre compte que nous sommes engagés corps et âme dans un combat historique, le combat de plusieurs générations, dont l'objet est de donner à la démocratie, en France et dans le monde, toute sa portée humaine : combat pour la liberté, la justice et la paix entre les hommes par une transformation des structures et de la législation, mais aussi par le progrès de la formation civique des Français.

Ceux qui ont cru en 1945 que le M.R.P. était une opération éphémère, ceux qui annoncent depuis lors à chaque consultation électorale sa disparition n'ont rien compris à l'histoire. L'évolution des choses qui est en cours s'est préparée, se poursuit, et devra se développer en dépit des prétentions de ces prophètes ignorants. Mais il n'en est pas moins évident pour nous qui ne croyons pas au déterminisme (c'est-à-dire au déroulement automatique et aveugle de l'histoire) mais qui avons foi dans la liberté humaine et dans son influence sur les événements, que le triomphe de l'idéal qui nous anime dépend pour une large part, à tout moment, de la conviction persévérante et de l'ardeur dans la lutte de tous ceux qui militent pour la cause.

En nous tournant vers le passé, nous distinguerons trois grandes étapes :

- 1<sup>o</sup> Les origines, du début du XIX<sup>e</sup> siècle à la guerre 1914-18 : les pionniers ;
- 2<sup>o</sup> De 1918 à 1939 : les premières expériences parlementaires ;
- 3<sup>o</sup> La guerre de 1939-45, la Résistance et la Libération : la fondation du Mouvement et l'accès au pouvoir ;
- 4<sup>o</sup> Enfin nous dégagerons les plus grandes leçons de cet historique.

## DU DÉBUT DU XIX<sup>E</sup> SIÈCLE A LA GUERRE DE 1914 : **LES PIONNIERS**

### I. — DE 1789 A 1848

L'ORIGINE du courant politique qui a préparé le M.R.P. se retrouve dans l'action de quelques hommes qui, à l'encontre des traditions et des préjugés de leur temps, ont compris que la liberté politique favorise le développement des valeurs spirituelles, ainsi que des chrétiens vraiment fidèles à l'Évangile ne pouvant rester indifférents en présence des méfaits de l'injustice et de la tyrannie dans l'organisation de la société.

Déjà l'on trouve quelques-uns de ces hommes (des représentants du bas clergé, du tiers état et même de la noblesse) aux États Généraux de 1789 et à l'Assemblée Constituante qui essaya de fonder la monarchie constitutionnelle sur la base du respect des droits de l'homme. Mais on ne les voit plus sur les bancs de la Convention, ayant été rapidement balayés dans le choc des passions révolutionnaires : cette Convention républicaine et dictatoriale, qui accomplit le pire et le meilleur, imposant la terreur à la nation mais sauvant héroïquement la France de l'invasion étrangère.

#### L'équipe de "l'Avenir".

Après la longue éclipse de l'Empire et de la Restauration, nous voyons apparaître vers 1830 une équipe d'hommes que nous considérons comme des précurseurs : LACORDAIRE, MONTALEMBERT, LAMENNAIS, fondant le journal *l'Avenir* (1) pour marquer la rupture d'un certain nombre de

(1) A côté de l'équipe de *l'Avenir*, il faut citer d'autres noms de grands précurseurs dont l'action et les écrits se sont courageusement orientés dans le même sens : de Coux, Buchez.

chrétiens d'avec l'injustice sociale (en face des abus du capitalisme industriel naissant) et l'oppression politique conservatrice. Ils dénoncent avant 1830, les équivoques funestes de la monarchie cléricale et réactionnaire des ultras, puis traduisent la déception populaire après l'échec de la Révolution de 1830 qui, au lieu de fonder une nouvelle société plus démocratique et plus juste, n'aboutit guère qu'à remplacer un monarque par un autre.

« Dans les efforts tentés par les classes indigentes pour remédier aux maux qui pesaient sur elles, il fut aisé de reconnaître avec une tendance à s'élever dans l'échelle sociale, le désir légitime d'y occuper la place qu'elles sentaient leur être due. La question de la faim n'était pas tout ; à travers se faisait jour le principe chrétien d'égalité démocratique ». (LAMENNAIS).

Et MONTALEMBERT, à vingt et un ans, s'écriait à la Chambre des pairs : « Liberté, tu es l'idole de mon âme ».

Mais ces libéraux convaincus soulignaient la distinction nécessaire entre la liberté politique qu'ils revendiquaient et les abus de la liberté économique laissant les petits sans défense en face de la richesse qui les exploitait :

« *Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit* ». (LACORDAIRE).

LACORDAIRE et MONTALEMBERT, après 1830, en défiant la loi qui réservait le monopole de l'enseignement à l'État, créèrent la première école libre, à Paris, dans le 6<sup>e</sup> arrondissement. Ce fut l'occasion d'un procès retentissant qui leur fournit une tribune de propagande devant l'opinion.

Mais LAMENNAIS, dans sa fougue, se laissa aller à de redoutables confusions entre la religion et la politique, et les erreurs de doctrine religieuse qu'il commit en conséquence furent condamnées par le Pape.

L'action publique de cette première équipe subit alors une éclipse jusqu'en 1848.

## II. — DE 1848 A LA FIN DU SIECLE

### La Révolution de 1848.

La Révolution républicaine de Février 1848 exalta la liberté politique et la justice sociale, réconcilia la religion et le peuple. Partout on pouvait voir le clergé bénissant les « arbres de la liberté » au milieu des travailleurs. Les chrétiens, animés de convictions démocratiques avaient l'occasion magnifique d'exercer une influence décisive sur les institutions (LACORDAIRE, OZANAM, ARMAND DE MELUN). Mais ils n'y étaient pas prêts, pas plus que LAMARTINE et les socialistes ; en quelques mois le pouvoir passa entre les mains de la bourgeoisie capitaliste (l'affaire des ateliers nationaux et la répression sanglante du soulèvement populaire de juin 1848).

PROUDHON, qui avait pressenti et redouté cet échec, formulait peu après ce jugement implacable mais justifié :

« Les républicains, d'ailleurs en petit nombre, avaient la foi de la République : ils n'en avaient pas la science. Les socialistes, presque inconnus, dont le nom n'avait pas encore retenti sur la scène, avaient aussi la foi de la révolution sociale ; ils n'en avaient ni la clé ni la science... Cette révolution (de 1848) qui allait éclater dans l'ordre politique, était la date de départ d'une révolution sociale dont personne n'avait le mot... »

Les nouvelles idées n'étaient pas assez mûres, les hommes nouveaux n'étaient pas assez préparés pour dominer et conduire les événements violents qui se déclenchaient contre les abus d'un pouvoir politique autoritaire et contre l'exploitation économique effroyable dont les masses laborieuses étaient l'objet (il faut lire la fameuse *enquête de VILLERME* faite sur les conditions de vie des ouvriers à cette époque, rééditée par les éditions Spes récemment). En conséquence, après quelques secousses et après de grands mouvements sentimentaux, les tenants de l'ordre établi n'eurent aucune peine à se réinstaller au pouvoir puisque les autres n'avaient encore rien à mettre à la place. Le prince Louis Napoléon allait être élu président de la République, puis fomenter le coup

d'Etat du 2 décembre 1851 avant de rétablir l'Empire. Un pouvoir démocratique trop faible appelle toujours la réaction et la dictature.

1848 est une date capitale. A partir de ce moment les démocrates spiritualistes eurent à reprendre le combat, contre deux sortes d'adversaires, à *droite* les milieux cléricaux et conservateurs joints aux milieux d'affaires souvent voltairiens, à *gauche* le socialisme qui en se développant va devenir matérialiste.

Pendant toute cette période le pouvoir économique et politique est tenu solidement en mains par le capitalisme auquel l'application industrielle des découvertes scientifiques donne un développement prodigieux. D'autre part, le fameux *Manifeste Communiste* est publié en 1848. Karl Marx s'efforce de donner une doctrine et un système aux socialistes révolutionnaires de l'époque, par la théorie de la lutte des classes et du matérialisme historique.

*La grande classification des forces qui se dégage de cette situation va dominer la vie politique française pendant des dizaines d'années : à droite, l'exploitation honteuse de la religion contre le progrès social, à gauche une volonté de progrès social contre les valeurs spirituelles, et entre les deux courants puissants, un petit nombre d'hommes, presque sans moyens matériels, mais animés d'une foi enthousiaste et d'un courage héroïque, résolus à faire triompher les libertés démocratiques et la justice sociale dans le respect et l'épanouissement des valeurs spirituelles qui sont le fondement des droits imprescriptibles de la personne humaine.*

### Ozanam et "l'Ere Nouvelle".

Parmi ces hommes il faut citer et retenir tout spécialement Frédéric OZANAM (1813 - 1853), le grand apôtre de la fraternité chrétienne, qui, avec LACORDAIRE et l'abbé MARET, fonda en 1848 un nouveau journal : *l'Ere Nouvelle*. Ce journal reprit le combat de *l'Avenir* ; mais il connut rapidement des difficultés financières, ses adversaires n'eurent pas de peine à lui faire couper les vivres et à anéantir cet instrument de propagande qui les effrayait.

OZANAM et ses compagnons privés du moyen de diffuser

largement leurs idées n'en continuèrent pas moins leurs efforts individuels. Mais l'opinion dans son ensemble ne recevant plus l'écho de leurs voix n'en fut guère influencée. On peut dire que, pendant presque toute la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les démocrates d'inspiration chrétienne furent réduits à un travail souterrain.

### "Rerum Novarum" et le Ralliement.

Mais vers la fin du siècle, après l'avènement de la III<sup>e</sup> République, deux événements retentissants allaient secouer l'opinion publique et préparer les étapes ultérieures : *l'Encyclique Rerum Novarum* (1891) du Pape Léon XIII et le mot d'ordre de *Ralliement* des catholiques au régime républicain (1893). Jusqu'à ce moment en effet la majorité des citoyens catholiques, si nombreux en France, d'une part, comprenaient mal leurs devoirs en face du problème social, d'autre part commettaient l'énorme erreur de lier leur foi avec la monarchie légitimiste disparue (n'oublions pas qu'elle avait été à deux doigts de se rétablir après 1871), et désertaient le devoir civique dans le régime nouveau qu'ils boudaient consciencieusement.

### Le milieu politique après 1875.

Le milieu de la III<sup>e</sup> République est caractérisé par une distinction marquée entre une droite conservatrice et cléricale et une gauche démocratique et anticléricale :

#### LA DROITE

A l'extrême droite l'influence de Charles MAURRAS et de *l'Action Française* va devenir prépondérante. Reposant sur un *pessimisme foncier à l'égard des individus*, repoussant les valeurs spirituelles, elle prétend par une méthode qu'elle appelle « empirisme organisateur » déduire une conception de la vie politique réaliste ou le *maintien* de l'unité de l'Etat et d'une *hiérarchie sociale* apparaît comme la raison d'être de la vie.

En politique extérieure elle enseigne le nationalisme intégral et si la vie économique paraît secondaire à *l'Action Française* sa conception même de la hiérarchie l'unit aux défenseurs des intérêts établis. En politique intérieure *l'A.F.* est résolument anti-démocrate : sa conception de l'Etat voi-

sine de celle des légistes romains l'a conduite à être doctrinalement monarchiste. Enfin, bien que reposant sur une philosophie antichrétienne l'A.F. est *cléricale* parce qu'elle voit en l'Eglise un instrument pour discipliner les consciences.

De cette extrême droite se distingue une *droite conservatrice et libérale*, composée parfois d'éléments démocrates mais orientée surtout par la *défense des intérêts économiques*.

Elle prétend s'appuyer sur la tradition chrétienne et cléricale, et professe volontiers un pessimisme qui l'a conduit à affirmer que l'ordre et la force sont nécessairement l'expression de la justice.

### LE CENTRE GAUCHE

Au milieu de la III<sup>e</sup> République allait se détacher de la gauche puis dominer la vie politique française jusqu'à la guerre de 1939 un centre gauche qui devait s'appuyer sur la bourgeoisie et les classes moyennes pour permettre le regroupement des *radicaux* ; en politique étrangère comme en politique intérieure, ses représentants se proclamaient démocrates.

Ils sont républicains *défenseurs des droits de l'homme*, de la Coopération internationale, antifascistes mais aussi *laïques et anti-cléricaux*. Ils professent un optimisme « béat » qui se traduit par un opportunisme sans grandeur mais aussi par une incompréhension des problèmes sociaux, économiques et familiaux. Avec eux la nation vit sur ses réserves (utilisation des capitaux placés, création mais exploitation de l'Empire colonial, recul des naissances, aucun problème d'avenir n'est évoqué, on sauve le franc mais dans la stagnation économique et spirituelle). Le seul mérite de ces radicaux réside dans leur *attachement à la République et à la Patrie*.

### LA GAUCHE

La gauche qui attire les masses laborieuses subit l'influence croissante du marxisme. Les socialistes divisés en guesdistes et réformistes prennent une influence grandissante sous la direction d'hommes de valeur tels que JAURES.

Leur politique économique est par essence *anticapitaliste*, elle pénètre et soutient le syndicalisme et professe un étatisme

doctrinal. S'ils admettent sur le plan extérieur une organisation internationale démocratique et antifasciste, les socialistes ont une conception jacobine de l'Etat qui doit jouer un rôle essentiel dans la nation. Les socialistes sont à cette époque antimilitaristes mais surtout anticléricaux et promoteurs de l'école unique.

Après la révolution russe de 1917 conduite par LENINE, le *Parti communiste* prendra naissance en France à la scission du Congrès de Tours en 1920 de la fraction la plus révolutionnaire du socialisme, il se distinguera entre autres caractères par une application rigoureuse des principes du marxisme revu par LENINE, la souplesse de sa tactique, le contact permanent avec les forces prolétariennes, la structure totalitaire du parti, son caractère révolutionnaire et son allégeance à l'U.R.S.S. dans le cadre de la III<sup>e</sup> Internationale.

Bien que professant un optimisme à lointaine échéance, le socialisme repose sur un pessimisme à l'égard de la société où tout est lutte de classes et un pessimisme à l'égard de l'individu qui ne peut rien sans l'Etat.

### Les militants d'avant 1914.

Les démocrates d'inspiration chrétienne à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle se réclament des enseignements et des conseils du Saint-Siège (*Rerum Novarum* et le *Ralliement*). On trouve parmi eux des laïques et aussi des prêtres.

C'est Emmanuel DESGREES DU LOU et l'abbé TROCHU qui fondent à Rennes en 1899 le grand journal régional et démocrate *l'Ouest-Eclair*, devenu depuis 1944 *Ouest-France*, Henri TEITGEN en fut rédacteur en chef avant 1914.

C'est Georges FONSEGRIVE, fondateur-directeur de la revue *La Quinzaine*, Marius GONIN, fondateur des *Semaines sociales de France*.

Il faut citer ceux que l'on a appelé « les abbés démocrates », les abbés LEMIRE, député du Nord ; NAUDET à Bordeaux, GARNIER à Paris, SIX dans le Nord, GAYRAUD, député du Finistère, DESGRANGES, député du Morbihan, etc...

Un certain nombre de groupements locaux dits d'Union ou d'Action Démocratique se fondent alors à Paris et en province,



mais malgré les efforts de Léon HARMEL ils ne parvinrent jamais à se fédérer. Un essai d'organisation politique nationale tenté en 1896 pour réunir les individus et les petites organisations dispersées échoua presque aussitôt.

### **Le Sillon, premier mouvement de masse.**

C'est en 1894 que Marc SANGNIER a l'idée de fonder *le Sillon*. Ancien élève de l'École Polytechnique, il démissionne de l'armée en 1899 pour s'y consacrer totalement.

C'était au lendemain de l'affaire Dreyfus, et le combisme allait pousser à l'extrême les querelles politico-religieuses. Sous le signe de l'amitié et de la fraternité chrétiennes, *le Sillon* prit un développement rapide, et son influence sur la jeune génération d'alors fut énorme. Dans tous les départements de France nous retrouvons aujourd'hui de vieux militants, aussi ardents et fidèles qu'il y a quarante ou cinquante ans qui gardent profondément l'empreinte sillonniste qui a enthousiasmé leur jeunesse.

*Le Sillon* n'a pas été un parti politique. Il ne s'est pas mêlé aux compétitions électorales. Il fut avant tout un vaste et impétueux mouvement d'apostolat social et civique. Il a suscité partout des vocations de militants du syndicalisme, de l'action sociale, de l'action civique. Son grand slogan « *L'amour plus fort que la haine* » retentit à travers tout le pays.

Marc SANGNIER fut l'animateur prodigieux de cet élan. Avec son talent oratoire exceptionnel, il multipliait les meetings à Paris et dans toutes les villes de province, soulevant les foules. Les attaques de ses adversaires, conservateurs ou révolutionnaires matérialistes, furent de la dernière violence, ainsi qu'en témoigne le souvenir du fameux « meeting sanglant » de 1903, à Paris, place d'Italie, à l'issue duquel les pacifiques orateurs et militants du *Sillon* furent sauvagement frappés par des bandes d'agitateurs mobilisés pour la circonstance par des extrémistes de gauche.

*L'Action Française* multipliait ses offensives contre *le Sillon* qui battait en brèche, avec vigueur les positions de la réaction et lui opposait l'esprit fraternel et conquérant de l'Évangile.

Les dirigeants du *Sillon*, connaissant remarquablement la psychologie des foules, surent utiliser avec une excellente maîtrise les meilleures techniques de propagande : préparation des réunions publiques, vente du journal à la criée, port de l'insigne, slogans répétés, diffusion et affichage de tableaux évocateurs (ex. : « Saint François au labour »), vastes campagnes sur des thèmes précis permettant de mobiliser les énergies en vue d'un but concret à atteindre (ex. : contre le travail de nuit dans les boulangeries)...

De 1903 à 1909, tout spécialement, la place occupée par *le Sillon* dans la vie publique française devint énorme. Mais certaines confusions entre la religion et la politique, une tendance à lier doctrinalement l'Église et la Démocratie, émurent le Vatican dont l'intervention en 1910 arrêta la progression du mouvement. Marc SANGNIER, chrétien avant tout, s'inclina aussitôt.

Cependant, mises à part ces déviations reprochées sur un plan proprement religieux, *la trouée* faite par *le Sillon* dans l'opinion a été décisive. *Pour la première fois la masse de la population avait été atteinte et remuée par le grand idéal de justice, de liberté, de fraternité.*

Mais l'enthousiasme d'un grand idéal ne suffit pas à définir et affermir une action proprement politique en face des problèmes complexes de la société moderne.

Les trente années qui ont suivi l'arrêt du *Sillon* l'ont bien montré : le courant démocratique s'est à nouveau dispersé, rencontrant des difficultés nouvelles.

## L'ENTRE DEUX GUERRES : LES PREMIÈRES EXPÉRIENCES PARLEMENTAIRES

**J**USQU'À la guerre de 1914 le courant démocratique d'inspiration chrétienne a eu quelques représentants isolés au parlement, des militants et des propagandistes sur le territoire, mais n'a été charpenté par aucune organisation politique véritable, d'où son peu d'influence sur les institutions en dépit de l'inquiétude et de la bonne volonté de nombreux esprits.

### LA JEUNE RÉPUBLIQUE

*La Jeune République* avait été fondée en 1912 par Marc SANGNIER, en tant que parti politique, après la disparition du *Sillon*. Elle s'est reconstituée en 1919 et a poursuivi son action, mais son développement est demeuré restreint et, à travers les législatures successives, elle n'a compté qu'un tout petit nombre de députés. Pendant l'entre-deux guerres elle a joué le rôle d'aile gauche dans l'ensemble des éléments spiritualistes. Le lien essentiel entre les membres de la J.R. a été et demeure l'hebdomadaire *La Jeune République*.

En 1919 une quarantaine de catholiques sociaux et démocrates étaient élus députés, sous des étiquettes diverses, dont Marc SANGNIER (à Paris, rive gauche). La question d'un groupe commun au Palais Bourbon fut étudiée mais non résolue. Les forces restèrent dispersées.

En province, cependant, plusieurs tentatives de regroupement local se faisaient jour : la fédération des républicains démocrates de la région parisienne autour du regretté Robert

CORNILLEAU, grand orateur et journaliste de classe ; la fédération des démocrates du Centre à Limoges avec Maurice GUERIN. Robert CORNILLEAU a été l'un des plus ardents militants de la démocratie d'inspiration chrétienne. Il eut une influence considérable avant la guerre de 1939. Étant médecin, il est mort du typhus en 1942 en Algérie en soignant les indigènes au cours d'une épidémie.

### LE PARTI DÉMOCRATE POPULAIRE

Après les élections législatives du 11 mai 1924, treize députés formèrent à la Chambre un « groupe des démocrates ». En novembre de la même année le Parti Démocrate Populaire était fondé. Un communiqué à la presse résumait les quatre points essentiels du programme du nouveau parti :

1. Attachement à la République et aux libertés politiques (liberté de conscience, liberté d'enseignement et d'association, liberté de la presse et des réunions) ;

2. Volonté de réaliser la démocratie dans l'organisation économique et sociale, par une évolution hardiment réformatrice et par une collaboration sincère des divers éléments de la production ;

3. Education civique des esprits et des consciences, par l'appel aux forces morales et dans le respect des convictions religieuses ;

4. Politique extérieure à la fois résolument française et nettement favorable aux méthodes de collaboration internationale.

Le journal *Le Petit Démocrate*, lancé en 1912 par Robert CORNILLEAU pour la région parisienne, devenait l'organe national du P.D.P. FLORY, RAYMOND-LAURENT, Alfred BOUR, TREMINTIN, Paul SIMON, REILLE-SOULT, DEFOS DU RAU, PEZET, CHAMPETIER DE RIBES, LEROLLE... étaient parmi les dirigeants du parti. BASTIANELLI et HOURDIN en dirigèrent le bureau d'études. LECOURT, Louis BOUR, Hubert MONMARCHE, BICHET, Solange LAMBLIN, Germaine PEYROLLES, Germaine POINSO-CHAPUIS animèrent le groupe des Jeunesses Démocrates Populaires.

Les Congrès nationaux du P.D.P. furent l'occasion de sérieux efforts d'étude et de doctrine en face des grands problèmes économiques, sociaux et politiques de l'époque.

Jusqu'en 1939 le groupe démocrate-populaire à la Chambre compta en moyenne une quinzaine de députés. Son travail législatif fut considérable. Cependant son influence sur la masse de l'opinion resta faible, et sa participation au gouvernement fut rare (CHAMPETIER DE RIBES) ou absente. Pourquoi la place du P.D.P. comme celle de la J.R. demeurait-elle ainsi limitée et stationnaire dans la politique du pays ? Il y avait l'obstacle des cadres routiniers et des habitudes locales de la III<sup>e</sup> République, le manque de ressources financières ; il y avait aussi le *scrutin uninominal d'arrondissement à deux tours* qui écrasait les candidats entre les deux blocs et les conduisait souvent à accepter des alliances et la faveur de fractions électorales orientées nettement plus à droite que leur programme.

## L'AUBE ET LA NEF

Il y avait aussi un autre motif : la dispersion des efforts entre les divers éléments de la famille démocrate. Les forces qui au total n'étaient déjà pas si considérables se neutralisaient entre elles dans une large mesure faute d'une coordination suffisante. Francisque GAY, qui n'avait lui-même adhéré à aucun parti, s'en rendit bien compte : dans un « mémoire confidentiel pour un rassemblement des forces démocratiques d'inspiration chrétienne » imprimé et diffusé à tirage restreint en mars 1935, il analysait franchement le problème, critiquait les particularismes et les erreurs de méthode, l'excès de parlementarisme, l'insuffisance de mystique, et proposait des solutions concrètes.

Francisque GAY avait déjà fondé *l'Aube* en février 1932, premier journal quotidien de nos idées, avec Gaston TESSIER. Georges BIDAULT en devint l'éditorialiste. En dépit de son faible tirage *l'Aube* a eu une influence considérable sur l'opinion et dans les divers milieux politiques. Son orientation vigoureusement démocratique, ses campagnes fameuses et le courage de ses positions à propos de l'affaire d'Ethiopie, de la guerre d'Espagne, de Munich, ses polémiques avec *l'Action Française* lui ont donné très vite un grand retentissement.

Entre temps se développaient les groupes d'Amis de *l'Aube* qui s'élargirent en 1938 sous le titre *Nouvelles Equipes Françaises*. Cette initiative de F. GAY avait pour but de provoquer dans des rencontres amicales et dans une action positive de propagande les éléments dispersés d'une même famille d'esprit, de faire tomber entre eux les vains préjugés et de préparer leur regroupement. Bon nombre de jeunes, qui n'étaient pas attirés par les partis existants commençaient à venir à la N.E.F. La tâche avait des chances d'être menée à bien lorsqu'en 1939 éclata la guerre.

# LA GUERRE, LA RÉSISTANCE :

## NAISSANCE DU MOUVEMENT RÉPUBLICAIN POPULAIRE

---

**L**a guerre de 1939-45 a soudain bouleversé l'état de choses précédent :  
— l'écroulement du système de la III<sup>e</sup> République, la démission de la majorité de ses cadres en juillet 1940, ont fait brutalement table rase des situations politiques nationales et locales antérieures (à la fois pour les partis et pour les personnalités politiques),

— plus encore la signification de cette guerre, son caractère de *conflit mondial de civilisation* éclata au regard de l'opinion publique. L'ennemi ce n'était pas simplement l'armée allemande, l'étranger agresseur, c'était le nazisme et le fascisme, c'était une force animée du mépris de l'homme, foulant aux pieds la justice, écrasant toute liberté. Le monde était menacé de la barbarie universelle, et la France occupée par l'envahisseur allait connaître pendant quatre ans, dans sa chair et dans son âme, les violences de l'esclavage et de la tyrannie.

Dans la conscience des citoyens qui avaient le courage de réfléchir, les vaines querelles du passé apparaissaient alors bien négligeables, une fois perdues la liberté et l'indépendance que la politique d'avant 1939 n'avait pas su défendre contre la menace de l'impérialisme hitlérien.

## La Résistance

Mais un certain nombre de Français et de Françaises ne se contentaient pas de subir l'événement, ni même de méditer. L'appel lancé de Londres par le général de GAULLE le 18 juin 1940 rassembla les premiers Français qui refusaient la capitulation de l'armistice et la soumission à l'ennemi. Il fallait continuer la guerre pour sauver l'honneur national et reconquérir la liberté.

*Les hommes qui, depuis tant d'années, avaient milité, souvent d'une manière obscure, pour la justice, la liberté, le respect de l'homme se trouvèrent spontanément au premier rang des combattants de la Résistance et y jouèrent dès lors un rôle capital.*

Fin juin 1940, Maurice SCHUMANN lance de Londres ses premiers appels et pendant quatre ans, la voix du porte-parole de la France Combattante rendra l'espoir aux Français et leur insufflera l'esprit de la Résistance. André COLIN de Radio-Beyrouth, le 22 juin 1940, lance des appels aux forces de l'Empire où il encourage à continuer le combat.

Dès septembre 1940, Francisque GAY, utilisant les fichiers de *l'Aube* qui a cessé de paraître, s'emploie à diffuser *La France continue* dont la rédaction était assurée plus particulièrement par PETIT et COORNAERT et organise ainsi un premier réseau clandestin de correspondants à travers le pays.

D'autres militants ne sont pas moins actifs. François de MENTHON bientôt assisté de P.-H. TEITGEN lance dès 1940 le mouvement « Liberté » puis en octobre 1941 le mouvement « Combat ». Georges BIDAULT à peine libéré de son stalag, milite dans la Résistance où il retrouve Gaston TESSIER, secrétaire général de la C.F.T.C., et devient, en 1943, président du C.N.R. tandis que François de MENTHON présidait jusqu'à son départ pour Alger le « Comité Général d'Études de la Résistance » et que P.-H. TEITGEN aidé par Francisque GAY devenait responsable de l'Information de la Résistance. Toute l'équipe de *l'Aube* était engagée à fond : TERRENOIRE, CORVAL, DANENMULLER, POCHARD, RICHARD...

Nos camarades travaillèrent dans les mouvements de Résistance les plus variés : au « Front National » (Max ANDRÉ), à « Libération-Nord » (G. TESSIER), à « Résistance » (Robert LECOURT). José DUPUIS au service du chiffre des réseaux, Marie-Hélène LEFAUCHEUX à l'O.C.M., Germaine POINSO-CHAPUIS au M.L.N. à Marseille, Renée PREVERT, Solange LAMBLIN avec G. BIDAULT.

*C'est leur fidélité à la patrie et au respect de la personne humaine qui les a regroupés dans la Résistance.*

A mesure que la guerre se prolongeait, que la Résistance se développait, ces combattants de la Résistance se mettaient en face des problèmes qui allaient se poser à la France libérée : comment construire une République nouvelle, plus forte et plus juste, capable d'apporter une réponse à l'espérance d'un peuple soumis à la plus grande épreuve de son histoire ?

### **La Résistance a été le creuset de l'Union**

La concurrence entre la J.R. et le P.D.P., tous les cloisonnements d'avant guerre, se trouvaient complètement dépassés par le terrible événement. L'ampleur de la tâche politique à prévoir rendait trop évidente la nécessité d'une union étroite de toutes les bonnes volontés animées par les mêmes convictions profondes.

La Résistance était un engagement : pour le salut de la patrie, pour la reconquête d'une civilisation humaine. Engagement non seulement militaire pour la lutte des armes, mais politique au sens le plus noble du mot pour la reconstruction d'une France républicaine capable de se servir de la liberté.

La Résistance a été, pour tous ceux qui étaient convaincus de ce grand devoir, un vrai creuset où se sont rassemblés et fondus les militants d'un même idéal. Aux hommes politiques déjà confirmés venaient peu à peu se joindre des jeunes en grand nombre, en particulier des militants et des dirigeants de l'Association Catholique de la Jeunesse Française et des mouvements spécialisés, formés à l'action sociale et civique, qui n'avaient pas encore été mêlés à l'action politique (COLIN, GUYOMARD, GORTAIS, GILIBERT, MAMY, PLANTADE, L'HUILLIER, BACON, BOUXOM, PRIGENT, SIMONNET, SCHERER, DHIERS, etc.).

Il ne s'agissait plus d'une simple coordination plus ou moins étroite entre les diverses organisations d'avant guerre, mais du lancement d'un nouveau *Mouvement* large et populaire, qui aurait assez de jeunesse et de dynamisme pour prendre l'opinion à bras le corps.

### **La préparation du Mouvement dans la clandestinité**

Quelques-uns de nos camarades se souviennent des entretiens de Paris (chez LETOURNEAU, chez RAYMOND-LAURENT, chez André CATRICE, chez André COLIN, chez Emmanuel LA GRAVIÈRE). S'y trouvaient entre autres : Georges BIDAULT, André COLIN, Pierre-Henri TEITGEN, Robert LECOURT, André PAIRAULT, Louis BOUR, André DEBRAY, Henri BOISSARD, Charles FLORY, Jean LETOURNEAU, Louis TERRENOIRE, Solange LAMBLIN, Germaine PEYROLES. D'autres rencontres avaient lieu aussi à Lyon, à Pau, à Lille, à Grenoble.

Au début, le stade préalable d'un cartel était envisagé (en particulier à une réunion d'avril 1943, à Lyon avec BIDAULT).

Mais quelques jeunes, qui n'avaient pas été mêlés aux organismes et aux débats d'avant guerre, voulaient d'emblée le plus large regroupement. *L'origine véritable du Mouvement se situe à Paris, à la fin d'octobre et au début de novembre 1943, lorsque Gilbert DRU (de Lyon) et Jean GILIBERT (de Brive) vinrent trouver Francisque GAY, Georges BIDAULT et André COLIN.*

Dès 1941, Gilbert DRU, militant de la J.E.C., étudiant en lettres à la Faculté de Lyon, avait admirablement compris que son engagement dans la Résistance avait une portée politique et prolongeait, dans le service total de ses frères, l'action qu'il avait menée dans les mouvements de jeunesse.

Gilbert DRU militait en même temps à Lyon avec Joseph HOURS et Maurice GUERIN au C.C.A.C. (Comité chrétien d'action civique). En 1943 il avait rédigé un projet de manifeste, où l'on peut lire :

*« Il est temps de songer à maintenir et prolonger cette fraternité du combat commun... C'est aux jeunes, aux forces*

neuves capables de rompre avec les routines du passé qu'incombe cette mission... Notre foi saura concilier « les droits de l'homme avec la mystique démocrate d'inspiration chrétienne ».

Et Gilbert DRU étudie toutes les formes de *Libération* que la France attend : non seulement libération de l'occupant, mais libération de l'argent, des trusts et puissances financières, de l'esclavage prolétarien, de l'État centralisateur, des formules politiques périmées... Puis il précisait le sens et les fondements du *Mouvement politique nouveau*, à la différence d'un parti du style III<sup>e</sup> République :

« L'intérêt de tels mouvements viendrait de ce qu'ils dépasseraient le champ de la politique et de l'action parlementaire... Ils seraient fondés sur une conception du monde, ils seraient école de pensée en même temps que parti politique. Ils auraient un rôle éducatif... Le lien fondamental du Mouvement serait, au-dessus des intérêts momentanés, l'esprit commun ».

(Gilbert DRU note aussi les tendances inhérentes à tout groupement politique, qui vont à l'encontre de cette orientation et le poussent à n'être qu'un parti électoral et parlementaire...). Il concluait en soulignant que chez les jeunes existait à l'état aigu le besoin d'un engagement commun fondé sur la conscience profonde d'une fraternité d'esprit.

DRU vient avec GILBERT trouver à Paris Francisque GAY. Celui-là applaudit à ces projets qui correspondaient à ses vues anciennes d'un mouvement de grande amplitude avec des cadres nouveaux. Il leur proposa de rencontrer BIDAULT (qui s'était révélé dans la Résistance et parmi nos amis avant et au cours des rencontres comme le chef du « Mouvement d'Avenir »). BIDAULT les envoya auprès de COLIN et, ces trois rencontres allaient dessiner l'orientation définitive du Mouvement. Mais BIDAULT se préoccupa de l'assise politique du Mouvement. « Il faut pêcher par bancs » répétait-il et même si l'on abandonnait l'idée de la simple fusion des groupes existants, il fallait prendre contact avec des hommes de tous les milieux. Le travail de mise en place devait être confié à COLIN qui fut l'organisateur du Mouvement. Il accomplit cette tâche dans les premiers mois de 1944 au cours de nombreux voyages dans toute la France. Il fut aidé de quelques autres itinérants.

Gilbert DRU revenu à Lyon, en attendant l'éclosion possible de ce mouvement politique, continuait le combat de la Résistance. Il n'a pas vu l'aboutissement des efforts de son ardente jeunesse. Arrêté par la Gestapo au début de juillet 1944, il était fusillé place Bellecour, à Lyon, en plein jour, avec le jociste Francis CHIRAT, le militant communiste PFEFFER, le chef F.F.I. DIDIER, et BERNARD, un autre résistant.

## Le Premier Manifeste du Mouvement

Les hommes et les femmes qui avaient résolu d'agir, forts à la fois d'une grande tradition démocratique et de la puissante volonté de libération qui soulevait le pays, voulaient rassembler tous les Français décidés à abattre le gouvernement de Vichy, à s'affranchir des vieilles querelles du passé, du faux dilemme droite cléricale-gauche anticléricale... Il fallait, pour saisir l'opinion, rédiger un manifeste.

Ce manifeste fut l'œuvre d'André COLIN et de Maurice-René SIMONNET, cachés pendant quelques jours de l'été 1944 dans les montagnes de l'Ardèche. Après la réunion du 3 septembre dans Paris libéré, le texte approuvé était largement diffusé, des tracts étaient distribués à la population, des affiches avaient déjà été posées sur les murs de la capitale.

Le Mouvement s'appelait au départ, « Mouvement Républicain de Libération » (c'est deux mois plus tard, au Congrès constitutif, qu'était adopté le nom de « Mouvement Républicain Populaire » pour éviter toute confusion avec les initiales de certaines organisations de Résistance).

Le Manifeste s'intitulait : « Lignes d'action pour la Libération ». Il intégrait le fameux *programme du C.N.R.* qui était la charte commune de tous les Résistants de France, mais l'élargissait et le complétait en fonction d'une conviction profondément spiritualiste et humaine.

Fondé sur le respect des droits imprescriptibles de la personne dans le cadre social où elle doit se développer, sur le respect et la protection des libertés spirituelles et humaines rendues au peuple de France par la victoire, ce programme affirmait que le but essentiel du nouveau régime était *d'assurer à chaque homme les conditions économiques de la liberté politique*, par la nationalisation du crédit et des sources

d'énergie (libérant la nation de la tutelle permanente de puissances financières privées), par l'instauration de la sécurité sociale pour tous (libérant les travailleurs de l'insécurité individuelle en face des difficultés de la vie), par la transformation progressive de l'entreprise (pour substituer au salariat traditionnel un régime qui associe les travailleurs aux responsabilités économiques et les fasse participer aux produits de leur travail).

Par cette affirmation, le *Mouvement* prenait nettement position contre le régime antérieur et faisait la critique de la démocratie strictement individualiste au sein de laquelle le libre jeu des forces économiques mettant les faibles à la merci des forts vidait la liberté politique d'une grande part de son contenu réel.

A la rupture avec le soi-disant ordre nouveau de Vichy s'ajoutait donc une rupture avec les errements du régime d'avant guerre, avec ses faiblesses (hélas ! démontrées par l'événement), ses injustices, ses divisions aussi factices que tenaces qui empêchaient les grandes réformes et paralysaient le pouvoir démocratique. *Le Mouvement* voulait fonder une *République nouvelle*.

### Le Congrès Constitutif

En octobre 1944, un Congrès se réunissait à Paris, consacrait officiellement la fondation du Mouvement et lui donnait le titre de *MOUVEMENT RÉPUBLICAIN POPULAIRE*. Maurice SCHUMANN était élu président.

Dans le gouvernement présidé par le général de GAULLE, Georges BIDAULT était déjà ministre des Affaires étrangères, François de MENTHON, ministre de la Justice, Pierre-Henri TEITGEN, ministre de l'Information.

Le jeune M.R.P. inconnu allait en quelques mois faire le tour de France, accueilli avec enthousiasme par une opinion qui attendait quelque chose de neuf. Au démarrage le Secrétariat général s'installait 186, rue de Rivoli (2) dans les anciens locaux du journal collaborateur *Je suis partout* et était occupé par André COLIN et René GUYOMARD. Le Mouvement s'y établissait avec une machine à écrire et 25.000 francs dans la caisse.

(2) Actuellement siège de la Fédération de la Seine.

Mais les pauvres moyens matériels étaient compensés par l'enthousiasme et le dévouement des militants, et par le prestige national des principaux dirigeants du Mouvement qui avaient été parmi les chefs héroïques de la Résistance à l'ennemi.

Dès 1944 la plupart des membres du P.D.P. rejoignait le M.R.P. La J.R. par contre était divisée. Tandis que Marc SANGNIER et Maurice SCHUMANN se trouvaient parmi les premiers militants du Mouvement, il fallut attendre août 1946 pour que la majorité des membres de la Commission Exécutive de la J.R. lance un appel demandant à leurs camarades de rejoindre le M.R.P.

« Depuis notre fondation, nous réclamons un parti nouveau, unissant tous ceux qui veulent construire une démocratie véritable, franchement sociale, et loyale envers toutes les libertés. Nous avons également toujours professé que le fonctionnement normal des institutions parlementaires exigeait un petit nombre de partis organisés démocratiquement autour d'idées clairement affichées. Dans ces conditions, nous ne voyons aucune raison qui soit susceptible de nous empêcher d'unir notre action à celle de nos camarades qui, tels que Marc SANGNIER, Maurice SCHUMANN et de très nombreux membres importants de nos fédérations militent au sein du M. R. P. »

Par la suite, plusieurs des signataires de cet appel dont Roger LARDENOIS, Charles SERRE, Mme MALATERRE-SELLIER devaient passer au R.P.F.

Mais le M.R.P. ne se contentait pas de déployer une fougueuse propagande parmi les foules. Au gouvernement et à l'Assemblée Consultative ses représentants s'étaient mis aussitôt aux tâches politiques les plus rudes.

### Premiers résultats et enracinement du Mouvement

— A l'Assemblée Consultative il comptait seize députés seulement.

— Les élections municipales d'avril 1945 lui assuraient d'emblée une place importante dans la vie politique française, à la grande surprise de tous les observateurs qualifiés ou prétendus tels.

— Le 21 octobre 1945, aux élections de la première Assemblée Constituante, il recueillait 4.500.000 voix (25 %) et avait 134 députés.

— Au référendum du 5 mai 1946 sur le projet de Constitution Pierre COT (régime d'Assemblée) il entraînait la décision de rejet, malgré le silence total du général de GAULLE qui avait quitté le gouvernement depuis le 20 janvier.

— Le 2 juin 1946, aux élections de la deuxième Assemblée Constituante, il devenait le premier parti de France avec 5.500.000 voix (28 %) et 173 députés, bénéficiant de voix qui ne partageaient pas toujours son programme.

— Le 13 octobre 1946, il faisait adopter le nouveau projet de Constitution (après l'avoir considérablement amélioré) malgré l'opposition publique du général de GAULLE.

— Le 10 novembre 1946, aux élections de l'Assemblée nationale, il obtenait 27 % des voix et 168 députés.

— Le 8 décembre, il comptait 63 conseillers de la République, avec 30 % des grands électeurs.

— Depuis lors, le M.R.P. a connu les rudes échecs électoraux d'octobre 1947 (conseils municipaux, attaques du général de Gaulle et poussée R.P.F.), et d'octobre 1948 (nouveau Conseil de la République où il ne compte que vingt élus).

— Mais l'élection des Conseils généraux au printemps de 1949 traduit un affermissement de ses positions et une remontée dans de nombreux départements.

— Les élections générales du 17 juin 1951 montrent que le M.R.P. dont on avait si souvent annoncé la disparition, est devenu une grande force permanente de la politique française. Avec 2.353.544 suffrages et 88 élus (y compris 5 députés d'outre-mer), il conserve un groupe parlementaire équivalent en importance à celui du R.G.R. et à l'ensemble des groupes indépendant et paysan, incapables, malgré leurs efforts, de s'organiser durablement.

— Les élections au Conseil de la République en mai 1952 confirment la vitalité du Mouvement. En dépit du mode de scrutin et des difficultés qu'il présente pour un parti jeune, le M.R.P. gagne 5 sièges et apparaît comme le parti le plus favorisé par les électeurs par rapport à sa situation antérieure.

## La tâche du M. R. P.

Le combat continue. Depuis sept ans il n'a pas été mené en vain.

1. Sans le M.R.P. n'auraient pas été acquises les grandes réformes de la IV<sup>e</sup> République qui (avec les perfectionnements révélés nécessaires par une première expérience) sont l'amorce d'un ordre économique et social nouveau : l'énorme progrès de la législation familiale, les nationalisations, la sécurité sociale, les comités d'entreprise...

2. C'est le M.R.P. qui a été le promoteur le plus courageux et le plus fidèle de la politique d'investissements, de construction et d'expansion économique qui a permis de porter l'indice de la production industrielle à plus de 150 par rapport à 1938, et de donner à notre agriculture, grâce à P. PFLIMLIN et G. VALAY, la place qui lui revient dans l'économie nationale.

3. C'est par lui que la République démocratique a déjà été sauvée à plusieurs reprises dans des circonstances redoutables dont l'opinion n'a pas toujours eu conscience (3).

— En 1945 et 1946, sans le M.R.P. le tripartisme (sur lequel tant de fiel a été jeté) aurait été un bi-partisme. Le parti socialiste et le P.C., qui n'étaient pas opposés comme aujourd'hui, formaient une majorité absolue dans les deux Constituantes au sein de laquelle le Parti communiste, le plus fort, se serait rapidement montré le maître du pouvoir ainsi qu'il est apparu à Varsovie, à Bucarest, à Prague.

— Le 20 janvier 1946, lors du départ du général de GAULLE, c'est le maintien du M.R.P. au gouvernement, malgré une violente réaction de l'opinion mal éclairée, qui a sauvé le pays d'une dictature du P.C...

— C'est le M.R.P. qui, en prenant fermement position dès 1947 contre l'aventure où le R.P.F. voulait entraîner la Nation, a sauvé les institutions démocratiques ; à ce moment les Radicaux et la droite, qui ont voulu récemment donner au M.R.P. des leçons de républicanisme à propos de l'entrée du R.P.F. dans la majorité MAYER, pratiquaient la double

(3) Ces faits essentiels ne sont rappelés ici que pour mémoire. Ils sont expliqués et développés dans la brochure *Ce qui a été sauvé*.



appartenance et soutenaient à fond le courant gaulliste, tout en en profitant pour gagner des sièges sans égard pour le danger que le R.P.F. faisait alors courir aux institutions.

4. Ce sont les hommes du M.R.P. qui ont joué le rôle essentiel dans la construction de l'Europe. C'est à Georges BIDAULT que l'on doit la création du Conseil de l'Europe ; à Robert SCHUMAN le pool charbon-acier. Au cours des dernières discussions relatives à l'Europe, de MENTHON, Président de l'Assemblée Consultative de Strasbourg, et Pierre-Henri TEITGEN, ont apporté une contribution décisive à l'élaboration du projet d'autorité politique européenne. Par sa propagande, le M.R.P. plus qu'aucun autre parti, a fait de l'idée européenne une idée populaire, et c'est la ferme attitude de ses parlementaires qui est encore le meilleur garant de la poursuite de la politique d'édification de l'Europe devant l'assaut du nationalisme et des intérêts conjugués.

5. C'est aussi le M.R.P. qui a été le meilleur artisan de l'Union Française, depuis l'élaboration de la Constitution où l'intervention de Georges BIDAULT a permis d'écarter un texte dangereux pour l'avenir de l'Union Française, jusqu'au vote récent du Code du Travail Outre-Mer, où le rôle du M.R.P. a été prépondérant. Ce sont également deux ministres M.R.P., Paul COSTE-FLORET et LETOURNEAU, qui ont été les artisans de la création de l'Etat Libre du Viet-Nam dont le rôle dans la défense du Sud-Est Asiatique contre le communisme va en augmentant sans cesse, dans le cadre de l'Union Française, aux côtés des deux autres Etats Associés du Laos et du Cambodge. Il faut citer également le rôle du groupe M.R.P. à l'Assemblée de l'Union Française dont le Premier Président a été Daniel BOISDON.

La tâche est immense. On peut subir fièrement des revers électoraux passagers lorsqu'on les doit à des actes courageux accomplis pour le service de la Nation alors que l'opinion n'en comprend parfois que longtemps après la nécessité vitale. La victoire, à plus ou moins longue échéance, est la récompense des combattants tenaces et fidèles.

## LES GRANDES LEÇONS DU PASSÉ ET LA SIGNIFICATION DU M. R. P.

**L**E regard jeté sur les origines lointaines et proches de notre Mouvement nous incite à réfléchir, à prendre de la hauteur par rapport à nos problèmes immédiats dont le sens ne se dégage qu'en fonction d'une évolution séculaire.

De grandes leçons doivent être tirées, qui renforcent l'action d'aujourd'hui et éclairent les voies de l'avenir.

### I. — LE M.R.P. A BOUSCULÉ LES CLASSIFICATIONS POLITIQUES D'AVANT-GUERRE

L'examen du lent cheminement d'une grande idée politique à travers le XIX<sup>e</sup> siècle, les débuts du XX<sup>e</sup> siècle et l'entre-deux guerres, montre bien l'immense difficulté de rompre avec les coalitions d'intérêts et les préjugés ancrés dans l'opinion publique. Pendant plusieurs générations les forces politiques de la France se sont cristallisées en deux blocs, comme nous l'avons noté.

#### Les deux blocs.

*A droite*, les intérêts économiques, conservateurs de leurs positions, voulant se protéger à la fois contre les révolutions et contre les réformes, attirant par la garantie de l'ordre établi une large part de la paysannerie et des classes moyennes qui n'aiment pas l'aventure, se couvrant souvent des prétextes cléricaux d'une défense religieuse qui se rattache elle-

même très volontiers à de lointaines traditions d'ordre et de respect du pouvoir ;

*A gauche*, les forces populaires assoiffées de justice sociale ne trouvant leur expression que dans des partis socialistes, réformistes ou révolutionnaires, pénétrés d'une philosophie matérialiste, anticléricaux et même antireligieux à la fois en raison de leurs théories et à cause des adversaires conservateurs cléricaux qu'ils avaient à combattre.

Ainsi les forces vives du pays étaient-elles coupées en deux et divisées par des notions également fausses. Ces deux fractions hostiles s'épuisaient réciproquement dans leur lutte. Affaiblissant la nation en tant que telle devant les impérialismes étrangers, elles rendaient impossible toute transformation durable et ordonnée de l'organisation économique et sociale, condamnant par là même à l'insécurité permanente et aux contradictions une démocratie politique à laquelle la grande majorité du peuple aspirait pourtant de plus en plus. D'où les révolutions manquées de 1830 et de 1848, d'où les lenteurs du progrès social, d'où les querelles politico-religieuses de la III<sup>e</sup> République, d'où le déclin de cette République, qui, après de grandes réussites (l'expansion coloniale, la victoire de 1918), s'est trouvée finalement vieillie, presque sans flamme et sans défense devant Hitler.

### **Une lutte d'un siècle contre l'incompréhension.**

Pendant plus d'un siècle une poignée d'hommes qui comprenait de plus en plus la fausseté tragique de ce dilemme a lutté pour en libérer la France. A chaque époque, à chaque manifestation active de leur conviction, ces hommes ont été couverts d'injures des deux côtés. Les chefs de file des deux blocs ont mis tout en œuvre pour les faire taire et ils y ont souvent réussi, (*L'Avenir, L'Ère Nouvelle*), mais sans jamais parvenir à anéantir complètement cette jeune foi démocratique, qui comptait toujours des fidèles héroïques et qui lentement et obscurément faisait son chemin.

Le but politique de ces démocrates convaincus a toujours été de rompre avec cette funeste cassure droite-gauche, d'en finir avec la stupide opposition entre la justice sociale et la liberté spirituelle, de réconcilier au contraire l'une et l'autre dans la République, de réunir le respect des valeurs spiri-

tuelles et le service du peuple dans le progrès des structures et des mœurs.

LACORDAIRE, MONTALEMBERT, OZANAM ont porté les premiers témoignages et posé les premiers jalons. Le *Sillon* a été une magnifique explosion de ferveur généreuse, mais sans déboucher sur le plan de l'action politique véritable. Le P.D.P. et la J.R. pendant l'entre-deux guerres ont courageusement et difficilement pénétré le parlement en y maintenant, sans pouvoir les élargir, des positions trop étroites.

Il a fallu la secousse terrible d'une nouvelle guerre, l'épreuve de l'occupation et des libertés perdues pour que l'opinion française soit obligée d'enregistrer certaines faillites et de chercher des orientations nouvelles au delà des vieilles classifications. Il a fallu que les militants démocrates de toujours, simplement fidèles à leur devoir patriotique, soient à la tête de la Résistance contre l'opresseur pour qu'un grand nombre de citoyens s'interrogent et se disent que ces hommes-là, honnêtes et courageux, ayant risqué la mort et la torture, devaient être sans doute porteurs d'un message, jusque là inconnu, capable d'animer le redressement du pays.

### **Le rassemblement des démocrates attachés à la liberté et à la justice.**

*Alors, la Libération venue, ce fut la percée politique entre les vieilles forteresses ébranlées. Un nouveau centre de gravité devenait possible à la politique française, à la seule condition que l'opinion se souvienne de la leçon des événements.*

Le Mouvement Républicain Populaire a surgi, jeune et vigoureux, fort du prestige acquis par ses chefs dans la Résistance et de l'enthousiasme de ses militants, riche de générosité et d'élan de rénovation. C'est grâce à lui qu'ont pu être réalisées, alors sans désordre, les grandes réformes de structure de la IV<sup>me</sup> République, qui malgré une propagande partisane, demeurent les meilleurs atouts et la plus sûre caution d'une politique économique et sociale de progrès.

Après le départ des Ministres communistes du gouvernement Ramadier, c'est le M.R.P. qui a rendu possible le vaste regroupement des forces démocratiques qui s'est opéré contre,

d'une part, le communisme soviétique totalitaire et déserteur de la nation, et d'autre part, le conservatisme égoïste et obtus allié à l'opposition anticonstitutionnelle de droite. Certes, ce regroupement n'a pas été sans difficultés internes. Il a cependant permis, malgré la multiplicité des obstacles, l'immensité des charges nationales et l'assaut permanent des oppositions, un redressement qui a étonné le monde. Or, jamais un tel regroupement n'aurait été possible sous cette forme avant 1939. Alors les partis qui se réclamaient de la défense des libertés spirituelles étaient trop souvent les représentants des intérêts égoïstes des possédants et se montraient hostiles au progrès, parfois à la République elle-même.

Par contre, les partis de gauche, épris de justice sociale, étaient traditionnellement anticléricaux. C'est le M.R.P., héritier des LACORDAIRE et des OZANAM qui, en proclamant sa volonté de défendre simultanément les valeurs spirituelles et le progrès social, a fait éclater les vieux clivages politiques traditionnels et permis l'alliance des partis républicains qui a sauvé les institutions et relevé la France sous la première législature.

Cependant, les traces de la guerre, de la Résistance, de la Libération s'estompant dans beaucoup de mémoires, on a vu progressivement ressurgir les vieilles querelles que nos ancêtres ont trop connues. Les socialistes qui avaient les premiers rompu le statut quo en faisant voter la nationalisation des écoles des houillères, ont pris prétexte de la loi BARANGÉ pour se séparer des partis apparentés avec eux aux élections générales. Nos adversaires de droite, qui s'étaient peureusement repliés au moment de la Libération, ont dirigé de nouveau leurs attaques violentes ou perfides contre notre effort, et se sont livrés à une démagogie sans frein, trop commode en un temps où la Nation en présence d'immenses tâches et de lourds devoirs ne peut se sauver que par l'acceptation des sacrifices et par la permanence de l'effort de tous.

Le M.R.P. doit refuser fermement les faux dilemmes dans lesquels le retour aux vieux clivages politiques risquerait de l'enfermer.

Il lui appartient, malgré le sursaut des antagonismes anciens que l'on aurait pu croire oubliés définitivement, tant

ils sont dépassés, de défendre la longue et noble tradition dont il se réclame, et de lui conserver la nouvelle jeunesse et la portée jusqu'alors inconnue qu'il lui avait données à la Libération. *Car la démocratie d'inspiration chrétienne, par lui, peut appeler le respect et la collaboration de l'ensemble des démocrates attachés à la liberté autant qu'à la justice : croyants puisant directement dans l'Évangile l'esprit de fraternité, ou incroyants attachés moralement aux valeurs qui, seules peuvent donner un épanouissement à la vie de l'homme, tous participant, consciemment ou non, à une forme de civilisation pétrie d'une influence chrétienne vis-à-vis de laquelle son seul tort a été de ne pas être assez fidèle en laissant s'établir plus ou moins, selon les âges, l'injustice et l'oppression.*

*C'est à cette civilisation là qu'il faut donner un visage nouveau, accueillant à tous les humains, traduisant leurs espérances en fonction des leçons de l'histoire et d'une vue des problèmes gigantesques de l'époque moderne. Le M.R.P. est né, en France, pour assurer une telle mission dont l'accomplissement peut et doit rassembler tous les hommes de bonne volonté.*

Le M.R.P. a donné, pour la première fois, une grande chance à la France républicaine : cette chance il faut la préserver, l'affermir, et mettre tout en œuvre pour qu'à travers elle se bâtisse, avec toute sa hauteur et sa largeur, la République pure et dure que nous voulons, la République démocratique et sociale. Les générations d'avant nous ont préparé la voie. La nôtre s'est hardiment engagée dans cette voie ouverte. L'essentiel est d'y progresser, même si notre génération à nous, après avoir tout donné, n'en voit pas le bout. Alors nos successeurs feront mieux encore, mais grâce aux résultats qu'il aura dépendu de nous d'obtenir.

## II. — L'UNION FAIT LA FORCE

A cette première leçon s'en ajoute une autre. Pendant des dizaines d'années les démocrates d'inspiration chrétienne ont dû leur faiblesse, non seulement à la solidité des forces adverses mais à leurs propres divisions. Manque de liaison entre les forces politiques et forces d'action sociale, (nous ne parlons pas ici d'un confusionnisme dangereux, en particulier

entre le syndicalisme et la politique, mais de contacts méthodiques en vue d'éclairer réciproquement les terrains d'action), divisions néfastes sur le plan politique même, alors qu'il y avait en fait communauté de convictions et communauté de destin entre éléments qui s'ignoraient par trop, ou même qui se combattaient entre eux. Francisque GAY l'avait bien vu lorsqu'en 1935 il rédigeait son fameux « Mémoire confidentiel ».

### L'unité et l'organisation démocratique.

Il y a et il y aura toujours des « tempéraments » divers au sein d'un même courant politique : *les uns plus prudents et les autres plus audacieux*, les uns plus tacticiens et les autres plus techniciens, les uns plus strictement politiques, les autres plus préoccupés du problème social en lui-même. La vérité de l'action ne peut apparaître que dans un dialogue loyal et franc entre ces divers points de vue, et dans *la recherche permanente d'une synthèse positive*. A partir du moment où l'on quitte le terrain des idées pures, de la propagande, de la revendication des programmes préalables, pour passer sur le terrain de *l'action directe*, dans le cadre des institutions, corps à corps avec les problèmes concrets, avec une responsabilité totale à prendre devant les vivants et devant l'histoire, la vérité apparaît complexe et il est indispensable de confronter les jugements et les réflexes pour aller de l'avant, ou après coup pour critiquer les résultats. Car le plus souvent chacun a un peu raison et un peu tort. Nous n'évoquons pas ici les compromis nègre-blanc, avec une vague motion à l'appui, mais *la difficulté constante d'apprécier la réalité des faits tout court*.

*Car il faut bien se rendre compte de ce que la politique dans le monde moderne est caractérisée par la complexité et l'enchevêtrement de tous les problèmes, et on ne peut en isoler réellement aucun* : les prix, les salaires, le pouvoir d'achat, la monnaie, le commerce extérieur, les relations internationales, les coalitions politiques, l'ordre ou le désordre dans la rue, le sort des libertés, le fonctionnement des rouages constitutionnels... tout se tient en permanence. Chaque décision à prendre exige donc, dans les instances du Mouvement comme au sein du Parlement et du gouvernement, un grand effort de réflexion et d'observation lucide. *D'autant plus que l'homme politique, ou le Mouvement politique, n'est pas seu-*

*lement responsable de ses actes immédiats : il est toujours responsable de toutes les conséquences proches ou lointaines dans tous les domaines, et dans des circonstances difficiles à prévoir.*

*L'organisation démocratique du Mouvement qui permet à chaque point de vue, à chaque expérience particulière, de s'exprimer et de se confronter avec les autres, dans le même attachement à un idéal commun, est donc un gage d'efficacité dans l'action.*

Dans ce cadre à la fois démocratique et ordonné, *l'union*, enfin réalisée au sein du M.R.P. de forces plus ou moins dispersées jadis, est un progrès énorme au maintien et au développement duquel chaque militant doit veiller.

### Un mouvement appuyé sur le peuple.

C'est d'autant plus vrai qu'à l'époque moderne il n'est de grande politique possible qu'avec l'appui d'un *mouvement de masse*. Nos prédécesseurs n'avaient pas été en mesure de déclencher, les circonstances leur étant systématiquement défavorables. Le M.R.P. a pu lui donner naissance. Le retour vers de petites chapelles à l'intérieur desquelles on se louerait d'une pureté intérieure, on se féliciterait d'avoir raison, mais sans pouvoir exercer une prise efficace sur le cours des événements, serait une faillite pour notre idéal du seul fait qu'il laisserait pratiquement le champ libre aux forces adverses.

Car ce que le peuple attend du M.R.P. c'est qu'il *agisse* et non seulement qu'il porte un témoignage moral. Pour agir il faut être fort. Et la force politique, condition d'efficacité suppose, en régime démocratique, le nombre. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le regrette, c'est ainsi. Par conséquent : *autant il faut se garder de l'opportunisme genre radical, qui va n'importe où au gré du courant et qui, en fin de compte, ne mène à rien, autant il faut se garder de la tentation subtile qui guette parfois certains d'entre nous et qui consiste à souhaiter secrètement d'être rejetés hors des responsabilités* et des institutions où l'on peut avoir une part effective d'influence sur le destin du pays, en fait hors de la lutte.

Lorsque nous parlons de mouvement de masse et de force.

politique, cela ne veut pas uniquement et forcément dire : nombreux électeurs, nombreux élus, nombreux ministres. (Car il y a des cas-limites où, sur le plan électoral, on peut être amené à risquer et accepter un échec électoral passager parce que le service du pays exige que l'on prenne des initiatives et des responsabilités que l'opinion comprend mal dans le moment : nous l'avons bien vu déjà depuis quatre ans). Cela veut dire aussi *contact permanent avec le peuple, avec sa vie, ses espérances, ses inquiétudes, et avec toutes les réalités de la vie nationale. C'est là le Mouvement, avec ses sections, ses équipes, ses fédérations, ses sections d'études et d'action. Retomber au stade des simples comités électoraux c'est nier le Mouvement, le vider de son contenu, et au bout du compte c'est sacrifier les espérances de la IV<sup>e</sup> République pour les facilités et les illusions de la III<sup>e</sup> dont on sait comment elle a sombré.*

### **La fidélité se prouve par l'action.**

Comme l'a écrit Etienne BORNE « l'esprit d'une politique démocratique, c'est que pureté et efficacité ne sont pas incompatibles. Le M.R.P. s'enracine dans une tradition selon laquelle le spirituel doit animer le politique : il y a là une sorte de conviction sacrée qui fait son originalité ».

La démocratie est pour nous une construction permanente, et sans cesse à la recherche du progrès. Nous ne saurions promettre une société parfaite à réaliser par le seul jeu d'un système a priori. Notre mission finale c'est d'assurer la dignité de l'homme et son bonheur, mais cette orientation fondamentale ne saurait prévaloir par le fait unique de bonnes intentions.

Un homme politique se juge sur ses actes et sur les conséquences de ses actes. N'en déplaise aux faiseurs de plans et aux causeurs distingués qui jugent notre action trop terre à terre, il faut pour atteindre les objectifs que nous désigne notre idéal, mener un combat quotidien, ingrat, modeste, parfois médiocre, qui peut paraître souvent bien loin de nos ambitions.

Mais de ce combat dépend l'existence des hommes et des femmes, des familles de ce pays, qu'il faut préserver de la discorde et de la guerre, à qui il faut assurer chaque jour

des conditions de vie plus dignes et plus heureuses. « C'est pourquoi tous les problèmes de la vie nous importent, sans exception, qu'il s'agisse des difficultés immédiates du logement, des prix, de la production, des salaires, ou qu'il s'agisse des grandes réformes de l'avenir », comme le déclarait André COLIN, au Congrès de LYON.

Certes nous n'avons pas réalisé toutes nos espérances. Nous n'avons aucune honte à le reconnaître. Notre tâche d'ailleurs n'est que commencée. Et sans doute aurions-nous pu être souvent plus efficaces si ceux-là même qui nous critiquent n'avaient pas entravé notre action, par leur abstention ou même par leur opposition. Mais où en serait le pays si le M.R.P. n'avait pas assumé, depuis huit ans, pour la France, les écrasantes responsabilités qui ont été les siennes ?

« La politique ne se distingue pas d'un civisme actif », que méditent cet axiome ceux qui croient à une politique désincarnée où le témoignage gratuit prendrait la place de l'affrontement des réalités ». Le progrès, la liberté, la justice, la paix ne peuvent être que l'œuvre des forts.

### III. — POUR UN CIVISME ACTIF ET ECLAIRE

#### L'opinion doit être éclairée.

La propagande et l'action politique de certains partis de droite et de gauche font appel aux intérêts particuliers. La propagande et l'action politique du M.R.P. font appel à l'esprit de justice et au *sens de l'intérêt général*. La tradition morale et démocratique dont nous nous réclamons ne nous permet pas de tenir un autre langage.

#### L'esprit civique développé.

Le respect de la personne humaine interdit de mentir aux citoyens, car c'est mépriser l'homme que de lui cacher la vérité. *La vérité*, en démocratie, rappelle à tout instant à chacun et à tous la nécessité de *l'effort personnel* et de *la fraternité*. Car à partir du moment où le pouvoir repose sur la libre volonté du peuple c'est une question vitale pour le régime que le peuple dans son ensemble, et chaque citoyen en particulier, ait une notion claire de ses responsabilités devant l'intérêt général au-dessus de ses appétits et de ses instincts. *Il n'y a pas de liberté sans responsabilité : on perd la liberté si l'on fuit la responsabilité*, et la démocratie avorte en dictature.

Il faut insister sur ce point au terme d'un exposé sur les origines et la signification du Mouvement Républicain Populaire, car il correspond à une caractéristique essentielle de notre action politique. L'histoire de nos anciens et les débuts de notre propre expérience démontrent que c'est la seule voie du salut pour la République et que cette voie est difficile.

En réunissant dans une même cause le service de la justice sociale et le service des libertés spirituelles, inséparablement, le M.R.P. s'attire, et cela durera longtemps, l'hostilité d'une gauche matérialiste qui prétend promouvoir la justice aux dépens des libertés spirituelles, et d'une droite réactionnaire qui entend s'arroger le monopole des libertés spirituelles en se moquant de la justice.

En voulant servir la nation et tout ce qui la constitue, le M.R.P. considérant les problèmes gigantesques de la période d'après guerre, montre que le redressement du pays nécessite de longs et durs sacrifices, et que ces sacrifices doivent être partagés équitablement entre toutes les catégories sociales. Il montre que la construction de l'Europe, qui est une question de vie ou de mort pour les peuples qui la composent, exigera beaucoup de hardiesse et de travail pour être menée à bien. Alors les démagogues de tout poil se lèvent, attaquent, et tentent de faire croire à l'opinion qu'ils seront, eux, capables de réussir tout cela dans la facilité.

## *Notre Combat est un Combat Mondial*

---

**L**A conclusion est impérieuse : l'action nécessaire du M. R.P. au Gouvernement, au Parlement, dans les collectivités locales, doit absolument s'accompagner d'un effort constant auprès de l'opinion publique, pour dire la vérité, dénoncer les mensonges, ouvrir les yeux des aveugles. En participant au Mouvement, chaque militant s'engage à un véritable apostolat social, civique et démocratique.

Tâche aussi longue et dure qu'elle est noble. Les premiers pionniers s'y étaient consacrés. Notre Mouvement, sur un champ bien plus large, doit continuer. Et si nous avons besoin pour cela d'un surcroît de courage, regardons au delà des frontières de la France : douze pays étrangers étaient représentés par des délégués enthousiastes aux Congrès nationaux du M.R.P. En Belgique, en Hollande, au Luxembourg, en Autriche, en Allemagne, en Italie, au Pays basque, chez les républicains espagnols, au Chili, en Uruguay, au Canada, comme d'ailleurs en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Hongrie qui souffrent derrière le rideau de fer... nous avons des millions de camarades qui militent pour le même idéal que nous, et qui regardent vers notre Mouvement.

Le combat que nous menons en France est solidaire d'un combat mondial pour la liberté, la justice et la paix.



GILBERT DRU